

Des entreprises sociales dans un nouveau contexte géo-politique

Jacques Prades¹

Qu'est-ce qui dans l'environnement géo-politique de ces trente dernières années a changé au point qu'on soit incapable d'endiguer l'exclusion sociale ? Pourquoi les structures d'insertion par l'activité économique sont conduites à s'interroger sur leur mission ? Peut-on sortir de cette situation, dans quel espace et comment ?

Pour répondre à ces questions, il importe de bien distinguer ce qui relève d'un contexte géo-politique occidental de particularismes hexagonaux.

Un nouvel environnement géo-politique

La chute des gains de productivité dans les années soixante-dix (pour la France, on a un taux annuel de productivité horaire qui va passer de 2,9 % en moyenne de 1950 à 1973 à un taux de 1,4 % entre 1973 et 1995) a poussé les entreprises à chercher à l'extérieur le manque de demande dont elles étaient privées à l'intérieur des frontières. Les politiques publiques ont accompagné le mouvement en substituant à la recherche de productivité une lutte pour la compétitivité. En l'espace de trois décennies, on a abandonné progressivement dans tous les secteurs d'activité les protections principales à la circulation des marchandises, des capitaux et des savoirs et abaisser les coûts de transport. Par ailleurs, l'épargne s'est portée davantage sur des actifs financiers que sur des biens physiques nationaux (logement, automobile). On a alors fabriqué des entreprises nomades qui s'exonèrent des lois sociales, rendant les territoires encore plus interdépendants, provoquant l'impossibilité de mise en place de politiques keynésiennes et conduisant à la lente délitation de la puissance publique. Le monde est alors entré dans une compétition technologique dont l'intensité est nouvelle. Mais la nature même de cette compétition est ancienne et progressive. Cette évolution s'inscrit dans un long processus d'industrialisation qui a débuté par la substitution des gestes physiques et se clôture par la reproduction du cerveau et de l'intelligence au moyen d'artefacts cognitifs de plus en plus complexes. C'est dire qu'on a moins affaire à une tertiarisation de l'économie que d'une industrialisation des services qui fait suite à l'industrialisation de l'agriculture puis du secteur secondaire. Le développement des technosciences (c'est-à-dire de techniques opératoires qui utilisent la science comme outil de son développement) qui considère la planète comme une « boule à tripoter » a été le berceau de la révolution industrielle.

Il existe probablement une foule de raisons qui explique cet emballement depuis les trente dernières années. Mais une cause essentielle doit être montrée du doigt : les entreprises nomades, boustées par la concurrence des technologies, peuvent se déployer plus librement dans un monde où la pression sociale a été affaiblie par le recul du mouvement ouvrier. L'évolution de la République depuis la médiatisation de la politique, l'effondrement du mur de Berlin et la financiarisation de la planète ont chacun contribué à ce mouvement. L'atonie sociale, l'apathie ou « l'abêtissement du peuple » comme aimait à le dire MI Finley, ont résulté de ce mouvement d'individualisation qu'on a connu à partir des années quatre-vingt. En abandonnant le relais politique, le mouvement syndical s'est enfermé sur des revendications corporatistes alors que le mouvement social a pris la forme de déclarations incantatoires, sans relation avec le travail ². Depuis la fin des années soixante-dix, on a perdu l'illusion d'un

¹ Responsable du Master « La nouvelle économie sociale » à l'Université de Toulouse 2 et du centre CERISES (www.univ-tlse2.fr/cerises).

² voir « L'homo oeconomicus et la déraison scientifique » Collection Nouvelles anthropologies, Editions

accroissement continu des richesses et la croyance en un Etat qui soignait les plaies tout en perdant de plus en plus l'espoir de changer le monde et d'être maître de sa propre vie. Un monde sans utopie...

Mais à risque

Il y a un risque à deux facettes à cette trajectoire. D'une part, la planète n'est pas inusable, reproductible à l'infini et on a maintenant une claire conscience du réchauffement de la planète, de l'épuisement des énergies fossiles et de la dégradation de la biosphère. D'autre part, une large partie de la population ne peut plus suivre le mouvement accéléré des innovations, sans décrocher. Le chômage auquel elle se heurte n'est plus frictionnel et ne peut trouver de réponse immédiate dans la formation (initiale ou continue). Les chômeurs constatent qu'ils tombent très vite dans la trappe à pauvreté de laquelle il est plus facile de tomber que de sortir. Ce qui était hier du « chômage » est devenu de « l'exclusion » parce qu'au cours des années d'après-guerre, on a peu à peu fait dépendre le « vivre ensemble » de l'activité économique. Ce n'est que lorsque les salariés ont perdu leur emploi qu'ils ont compris que les réseaux sociaux qu'ils avaient constitués dépendaient largement de leur activité professionnelle. Dès lors, l'état de « chômeur » se traduit très rapidement par un processus d'exclusion qui devient de moins en moins réversible au fur et à mesure du temps lorsque l'exclusion s'étend du travail à la famille en passant par le voisinage et la socialité secondaire.

Sous la pression d'initiatives solidaires émanant principalement du secteur social (éducateurs, animateurs, assistantes sociales), les politiques publiques en France ont peu à peu construit des dispositifs d'Insertion par l'Activité Economique (IAE) : les entreprises d'insertion, les associations intermédiaires, les chantiers d'insertion, les régies de quartiers et les régies territoriales. Personne n'ira se plaindre de telles initiatives³. Pourtant...

Quinze ans plus tard, le bilan de l'IAE est mitigé.

La lutte contre les formes principales d'exclusion (du travail, de l'habitat et du crédit) sont la condition initiale des entreprises sociales. Comme le disait Desroche, elles sont « filles de la nécessité ». Mais cette lutte ne peut pas être une fin en soi sans courir le risque pour ces entreprises d'insertion de devenir « l'infirmerie du libéralisme ». Pour donner du sens à leur démarche, les responsables de ces entreprises sont pris dans une contradiction : d'une part, leurs entreprises n'existent que parce que la société produit de l'exclusion; le travail que font ces entreprises est sans issue et elles sont condamnées à reproduire éternellement la même chose. Tout se passe comme si elles regonflaient un pneu crevé. D'autre part, elles tiennent leur existence des politiques publiques, ce qui n'est pas immuable : quand on mettra au regard des dépenses faites, les résultats obtenus, en cumulant le coût de gestion du dispositif, le financement des permanents et du personnel d'encadrement et les subventions pour le personnel placé, on mesurera le prix des sorties définitives des dispositifs. Tout en sachant que la tutelle de l'Etat n'est pas sans risque, si les entreprises d'insertion veulent permettre à des exclus de sortir du processus d'exclusion, elles sont condamnées à rechercher une alternative au monde existant, c'est-à-dire s'en prendre aux causes même de l'exclusion.

Insistons sur le fait que cette voie est bornée par deux écueils : le premier est celui de l'isolement individualiste; il est inutile de penser qu'on puisse s'en sortir seul contre tout le monde; le deuxième écueil est celui de l'assistanat des pouvoirs publics où la société est imaginée comme un espace protégé par un Etat providence. On ne peut avancer dans ces débats que si on écarte d'une part la tentation individualiste et d'autre part la nostalgie de l'Etat providence.

L'espace du collectif choisi

Entre ces deux écueils, il ne reste qu'une voie étroite : l'espace du collectif choisi qui permet de

l'Harmattan, 2001

³ voir « L'économie solidaire, prendre sa vie en main » Collection Les Essentiels, Editions Milan, 2005

freiner le nomadisme des firmes, l'insécurité des statuts et la capacité de reprendre en partie son destin en main en aimantant des activités économiques sur des territoires. Les responsables des structures de l'IAE doivent se demander tous les jours s'ils participent à la production d'une population autonome et à des formes d'éducation qui rompt avec l'assistanat de l'Etat, à l'apprentissage d'outils de gestion et au goût de la délibération publique mais aussi à celui de la prise de risque, à la création de collectifs d'habitat, de crédit par des clubs d'épargne ou de repas de quartier. L'équilibre à trouver est celui de la tension entre l'autonomie individuelle et le collectif choisi. Ce projet n'est rien d'autre que celui qui animait les débuts du mouvement coopératif. Au regard des intentions qu'avaient mobilisé les débuts du coopérativisme, au travers des associations coopératives comme celles des *Bijoutiers en doré*, ou de l'*Atelier* durant la période qui court de 1830 à 1870 environ, pour prendre deux dates symboliques, au regard également des phalanstères et familistères, on constate qu'on a oublié ce qui constituait l'essentiel des forces en mouvement : la volonté de s'affranchir de tutelles, de proposer des collectifs qui émanent de populations volontairement regroupées à partir d'un projet qui les porte, d'une utopie en acte. Qu'on ne s'y méprenne pas, ces forces ne sont pas en dehors du capitalisme, des lois du marché ou de la concurrence des entreprises. Par exemple, l'*Atelier*, journal ouvrier fait par des ouvriers pendant dix ans à partir de 1840, concluait son dernier numéro du 31 juillet 1850 en ces termes : « (...) *Développer chez les ouvriers le sentiment de leur valeur comme producteurs et de leur dignité comme citoyens ; leur apprendre à avoir plus de confiance en leurs propres forces, à compter davantage sur eux-mêmes, et moins sur cette décevante providence qu'on appelle l'Etat ; pousser sans cesse les travailleurs à la conquête successive de leur instrument de travail par l'association libre et volontaire ; en toutes choses, faire prédominer l'intérêt moral sur l'intérêt matériel* ».

Cette première indication de nature micro-économique ou micro-sociale ne peut pas faire l'impasse d'une vision plus globale. La foule de micro-activités ne se traduit pas nécessairement en terme macro-économique. Pourquoi en Italie et en Espagne, le mouvement ne s'est pas traduit de manière identique qu'en France ⁴ ? On peut tenter de répondre à cette question en disant que c'est parce que la réussite de l'Etat en France après la guerre a écarté toute forme alternative de création de collectif. Pour le dire lapidairement, « le collectif en France, c'est l'Etat ». Les pays européens qui s'en sortent le mieux aujourd'hui en terme d'innovations sociales sont ceux qui ont eu l'Etat le moins performant après la seconde guerre. Il a fallu la crise de l'Etat providence dans les années soixante-dix pour se rendre compte de cette réalité. Cette situation d'exception française a eu une incidence en économie sociale car la façon dont on a conçu l'agglomération d'activités d'économie sociale en France ne s'est pas construite horizontalement sur un territoire local comme en Italie ou en Espagne mais sur le modèle d'une centralisation hiérarchique d'activités spécialisés (un même corps de métiers), descendant d'une fédération nationale dans les départements et les villages sur le même modèle que l'Etat. D'où la force des corporatismes en France, la puissance des réseaux de réseaux et l'absence singulière d'une critique de « gauche » de l'Etat.

Ce sont toutes ces lignes qu'il faut contribuer à déplacer.

⁴ voir « Compter sur ses propres forces » collection Monde en cours, Editions de l'Aube, 2006

A travers une enquête qui le conduit de Toscane et Padoue en Italie à Mondragon au Pays Basque Espagnol, de Montreal à Marinaleda en Andalousie, l'auteur offre une mise en perspective originale et renouvelée des entreprises sociales et des initiatives solidaires autour de trois thématiques: le territoire, l'innovation sociale et la démocratie directe.